



PLR
Les Libéraux-Radicaux

vert'libéraux
VAUD



Lausanne, le 16 novembre 2015

Communiqué de presse du centre-droite vaudois

Social : inverser la logique cantonale et miser sur l'avenir

Les dépenses du seul domaine social sont en passe de dépasser la formation dans le canton de Vaud ! Sur 100 francs d'impôts, 27.03 partent pour le social et 28.48 pour la formation. La présentation du projet de budget 2016 du Conseil d'Etat inquiète, à plus d'un titre, les partis du centre-droite vaudois. Après des années de gestion raisonnable des comptes du canton, qui permet les investissements importants actuels, la logique de la majorité de gauche du Conseil d'Etat produit des effets négatifs. La dette repart à la hausse, les charges croissent d'années en années et désormais, cette croissance des charges est plus grande que celle des recettes. Dans une situation économique incertaine, qui ne garantit pas des rentrées suffisantes, la prudence doit être de mise. Le constat des partis du centre-droite est clair, il faut notamment casser la logique actuelle de la politique sociale. Le social devrait surtout agir comme une aide ponctuelle à la réinsertion. Aujourd'hui, il s'est transformé en dépense trop souvent pérenne, sans qu'aucune tentative d'inversion ne soit perceptible dans la volonté du Conseil d'Etat. Pour les partis du centre-droite, il faut trouver des solutions avant que le canton ne fonce droit dans le mur et soit contraint, dans un avenir proche, de procéder à des coupes douloureuses, plutôt que d'avoir eu le courage d'adapter son système dès maintenant.

Dans le budget 2016, les charges du social augmentent encore de 5,8% par rapport à l'année en cours (on constatait déjà une nette augmentation les 3 années précédentes : +4,8% en 2015 ; +4,3% en 2014 ; +5,8% en 2013). Pire, en l'espace d'une dizaine d'années, les dépenses du social ont plus que doublé ! Alors que les cantons qui nous entourent stabilisent leurs dépenses dans ce domaine, voire les diminuent – c'est le cas dans des cantons à majorité de gauche au gouvernement comme Neuchâtel et Berne –, Vaud, lui, fait l'inverse.

Il manque au demeurant une certaine transparence en ce qui concerne l'attribution des diverses prestations liées à l'aide sociale. Les partis de centre-droite attendent, depuis une année et demie, que le DSAS apporte une réponse au postulat Labouchère (« Mieux connaître les différents types d'aides sociales et leurs bénéficiaires »), qui permettrait au Grand Conseil d'avoir une vision d'ensemble du social, vision qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

D'ici aux débats du Grand Conseil sur le budget 2016, les partis du centre-droite vont donc analyser ce qui pourrait être entrepris pour corriger certains points dans le budget du social. L'objectif des partis du centre-droite n'est pas de pointer du doigt des gens qui sont au bénéfice d'une aide de l'Etat, bien au contraire. Il s'agit de trouver des solutions qui leur permettent de sortir d'une spirale qui les maintiendrait dans le social. Les économies générées dans le domaine de l'aide sociale pourraient financer des mesures avec des effets sur le long terme pour l'emploi et pour réinsérer les personnes aux bénéficiaires du social dans le monde professionnel.

C'est pourquoi, les partis du centre-droite présenteront des propositions concrètes pour 2016 afin d'apporter une réponse aux besoins des plus précarisés. Ces solutions passeront avant tout par l'emploi (formation continue et duale), par des conditions-cadre qui favoriseront la création d'emplois (fonds d'innovation, soutien aux énergies renouvelables) et la mise en place de cautoles (plafonnement des prestations, corrections des problèmes de seuils et des prestations de longue durée...).

Contacts:

Fabienne Despot, Présidente de l'UDC Vaud, 077 418 55 77

Axel Marion, Co-président du PDC Vaud, 079 458 13 13

Claude Béglé, Co-président du PDC Vaud, 079 828 44 29

François Pointet, Président des Verts'libéraux Vaud, 079 586 64 87

Frédéric Borloz, Président du PLR Vaud, 079 204 43 30